

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 442 • sept.-oct. 2013 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

SYRIE

Guerre impérialiste ou solidarité de classe !

Irak, Afghanistan, Liban, Egypte, Syrie, les massacres ne cessent de s'étendre. L'horreur et la barbarie capitalistes se répandent, les morts s'amoncellent. Véritable carnage en marche que rien ne semble pouvoir arrêter, la guerre impérialiste gagne encore et toujours du terrain. Le capitalisme en pleine décadence et décomposition entraîne le monde dans un chaos et une barbarie généralisés⁽¹⁾. L'utilisation des armes chimiques comme en Syrie actuellement n'est malheureusement qu'un des instruments de morts parmi bien d'autres. Mais cette perspective de destruction de l'humanité n'a rien d'irréversible. Le prolétariat mondial ne doit pas rester indifférent devant autant de massacres et de guerres, produits d'un système en pleine putréfaction. Seul le prolétariat en tant que classe révolutionnaire peut mettre définitivement fin à cette généralisation de la barbarie capitaliste. Communisme ou barbarie, plus que jamais l'humanité est confrontée à cette seule alternative.

La population syrienne sacrifiée sur l'autel des intérêts impérialistes

Le lundi 21 août, une attaque à l'arme chimique a fait des centaines de morts près de Damas, la capitale syrienne. Sur toutes les chaînes de télévision, dans tous les journaux s'étaient des images insupportables d'enfants, de femmes et d'hommes agonisants. La bourgeoisie, sans aucun scrupule, se saisissait de cette tragédie humaine pour défendre toujours et encore ses sordides intérêts. Le régime de Bachar el Assad, boucher parmi les bouchers, venait de franchir la li-

1) Lire dans ce numéro la partie de la résolution du XX^e congrès du CCI sur les tensions impérialistes en page 3.

gne rouge. Car officiellement, pour la classe bourgeoise, on peut massacrer à tour de bras mais pas avec des armes chimiques. Ce qu'elle appelle dans son jargon des "armes sales", qui seraient bien différentes selon elle des "armes propres" comme les bombes et obus en tout genre ou encore les bombes atomiques lancées en 1945 par les américains sur Hiroshima et Nagasaki. Mais l'hypocrisie de la bourgeoisie ne connaît pas de bornes. Depuis la Première Guerre mondiale de 1914-1918 où les gaz toxiques ont été employés massivement pour la première fois, faisant plusieurs centaines de milliers de morts, cette arme chimique n'a jamais cessé depuis d'être produite, "perfectionnée" et employée. Les accords de façade quant à sa non

utilisation, notamment après les deux guerres mondiales et dans les années 1980, n'étant que déclarations de principes, ne visant aucunement à être appliquées. Et tel fut le cas ! Bien des théâtres de guerre depuis cette époque ont connu l'utilisation de ce type d'armes. Au Nord Yémen de 1962 à 1967, l'Egypte employa sans vergogne le gaz moutarde. Dans la guerre Iran-Irak en 1988, des villes telle Halabja ont été bombardées à l'arme chimique faisant plus de 5000 morts, sous l'œil bienveillant et complice de la "communauté internationale", des Etats-Unis à la France, en passant par l'ensemble des membres de l'ONU ! Mais l'utilisation de ce type d'armes n'est pas l'apanage de petits pays impérialistes, ou des dictatures à la Bachar el Assad, comme voudrait nous le faire croire la bourgeoisie. L'utilisation la plus massive de l'arme chimique à ce jour, à côté des bombardements au napalm, fut l'œuvre des Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam. Il s'agissait de déverser massivement de l'herbicide contaminé à la dioxine afin de détruire les rizières et les forêts. Il fallait tout raser et réduire la population vietnamienne et le Vietcong à la famine. Terres brûlées et désertifiées, population grillée et asphyxiée... voilà l'œuvre de l'action du capitalisme américain au Vietnam, qui aujourd'hui avec d'autres grandes puissances oc-

cidentales, telle la France, s'apprentent à intervenir en Syrie pour y défendre prétendument la population. Depuis le début de cette guerre en Syrie, il y a eu plus de 100000 morts et au moins un million de réfugiés dans les pays limitrophes. Au-delà des discours déversés à longueur de temps par l'ensemble des médias bourgeois, la classe ouvrière doit savoir quelles sont les véritables causes du déchaînement de la guerre impérialiste en Syrie.

En Syrie, c'est la société capitaliste décadente qui est responsable


La Syrie est actuellement au cœur du développement des tensions impérialistes et du chaos qui s'étend depuis l'Afrique du Nord jusqu'au Pakistan. Si la bourgeoisie syrienne s'affronte dans la guerre au sein d'un pays maintenant en ruines, elle peut s'appuyer pour continuer son jeu de massacre sur l'appétit insatiable de bon nombre d'impérialismes de tout acabit. Dans la région, l'Iran, le Hezbollah libanais, l'Arabie saoudite, Israël, la Turquie..., tous sont impliqués plus ou moins directement dans ce conflit sanglant. Les plus puissants impérialismes du monde y défendent également leurs plus sordides intérêts. La Russie, la Chine, l'Angleterre et les Etats-Unis participent eux aussi à la propagation de cette guerre

et à son extension dans l'ensemble de la région. Devant leur impuissance croissante à contrôler un tant soit peu la situation, ils y sèment encore plus de chaos et la destruction, suivant parfois cette vieille stratégie de la terre brûlée ("si je ne peux dominer cette région, qu'elle brûle").

Durant la guerre froide, cette période qui va officiellement de 1947 à 1991 et la chute de l'URSS, deux blocs s'opposaient, l'Est et l'Ouest, avec à leur tête respectivement la Russie et les Etats-Unis. Ces deux super-puissances dirigeaient d'une main de fer leurs "alliés" ou "satellites", contraints à l'obéissance face à (suite page 2)

Nation ou Classe

Les communistes et la question nationale
L'internationalisme et la guerre
Critique du "maillon le plus faible"



Courant Communiste International

BRÉSIL

L'austérité déchaîne l'indignation des masses

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article réalisé par nos camarades vivant au Brésil et disponible dans sa version intégrale sur notre site internet.

IL Y A DEUX ANS éclataient successivement les contestations du "Printemps arabe", des Indignés en Espagne et des Occupy aux Etats-Unis. Ces derniers mois, de larges manifestations ont secoué la Turquie et le Brésil. Tous ces mouvements partagent en commun leur spontanéité, une répression brutale de l'État, leur massivité, une participation majoritaire des jeunes (notamment à travers les réseaux sociaux)... mais surtout l'immense indignation face à la détérioration des conditions de vie.

Un mouvement prolétarien

Les mouvements sociaux de juin dernier au Brésil revêtent une signification très importante à la fois pour le prolétariat brésilien, d'Amérique latine et celui du reste du monde. Ces mouvements massifs se distinguent radicalement des "mouvements sociaux" sous le contrôle de l'État, du PT (Parti des travailleurs) et des autres partis politiques, comme par exemple le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST); de même, ils se différencient de mouvements qui ont surgi dans différents pays de la région dans les dernières décennies, comme celui de l'Argentine au début du siècle, des mouvements indigénistes en Boli-

vie et Équateur, du mouvement zapatiste au Mexique ou du chavisme au Venezuela, qui ont été le résultat de confrontations entre fractions bourgeoises et petites-bourgeoises entre elles, se disputant le contrôle de l'État et la défense du capital national. En ce sens, les mobilisations de juin au Brésil représentent la plus importante mobilisation spontanée de masses dans ce pays et en Amérique latine de ces 30 dernières années.

Ce mouvement social s'est unifié autour d'une revendication concrète qui a permis la mobilisation spontanée de larges secteurs du prolétariat : contre la hausse de tarif des transports publics. Le mouvement a pris un caractère massif au niveau national depuis le 13 juin, quand les manifestations de protestation contre la hausse appelées par le *Movimento Passe Livre* (mouvement pour le libre accès aux trans-

ports - MPL⁽¹⁾) à São Paulo, ont été violemment réprimées par la police. Cependant, pendant cinq semaines, outre de grandes mobilisations à São Paulo, se sont déroulées différentes manifestations autour de la même revendication dans différentes villes du pays, à tel point que, par exemple, à Puerto Alegre, Goiânia et d'autres villes, cette pression a contraint les gouvernements locaux à céder sur la hausse des tarifs de transports, après de dures luttes fortement réprimées par l'État.

La presse bourgeoise a présenté le mouvement comme une expression des "classes moyennes", avec la claire intention de créer une division entre

1) Le *Movimento Passe Livre* prône un programme réformiste, considérant que l'État capitaliste devrait être le garant d'un droit au transport public gratuit pour toute la population.

(suite page 4)

Dans ce numéro

Égypte	
<i>Face à la barbarie sociale, seul le prolétariat a un avenir</i>	3
Extrait de la résolution sur la situation internationale du XX ^e congrès du CCI	
<i>Les tensions impérialistes dans la phase de décomposition</i>	4
Le scandale NSA	
<i>L'espionnage étatique</i>	5
Accident ferroviaire en Espagne	
<i>Le capitalisme tue</i>	5
Réforme des retraites France	
<i>L'absence de futur dans le capitalisme</i>	6
Courrier de lecteur	
<i>Le marxisme selon Isaac Johsua</i>	8



Face à la barbarie sociale, seul le prolétariat a un avenir

Dans notre précédent article analysant la situation en Égypte⁽¹⁾, nous écrivions en conclusion : *“Le capitalisme s’est donné les moyens de détruire toute vie sur la terre entière. L’effondrement de la vie sociale et le règne des bandes armées meurtrières, c’est ça, le chemin de la barbarie qui est illustré par ce qui se passe aujourd’hui en Syrie. La révolte des exploités et des opprimés, la lutte massive pour défendre la dignité humaine et un véritable avenir, c’est ça, la promesse des révoltes sociales en Turquie et au Brésil.”* Et nous ajoutions ceci : *“L’Égypte se tient à la croisée des chemins de ces deux choix radicalement opposés, et dans ce sens il est symbolique du dilemme auquel est confrontée toute l’espèce humaine.”* Les événements tragiques qui se sont déroulés et précipités durant le mois d’août en Égypte suite aux réactions face au coup d’État de l’armée contre l’ex-président élu Morsi, notamment la répression sanglante des Frères musulmans (dont un pic a été atteint le 14 août), témoignent de toute la gravité de cette situation historique et confirme cette idée de “croisée des chemins” pour l’ensemble de l’humanité.

L’engrenage d’une logique de guerre civile

L’enfoncement dans la décomposition, la crise économique et sociale, l’incurie et la politique désastreuse du gouvernement Morsi (élu en juin 2012) ont conduit les populations à poursuivre dans la rue leurs manifestations pour exprimer un mécontentement et un ras-le-bol face à la misère et l’insécurité galopantes. C’est cette situation dégradée, marquée de plus par l’irrationalité politique et les provocations multiples des Frères musulmans, qui a poussé l’armée égyptienne au coup d’État du 3 juillet dernier, destituant le président Morsi de ses fonctions. Parallèlement, l’agitation sociale n’avait fait que se poursuivre pour aboutir à des tensions vives et des convulsions extrêmement dangereuses, débouchant même sur des affrontements sanglants. Il s’agit là d’un engrenage qui n’est autre que celui de la guerre civile. La seule force de cohésion qu’est l’armée au sein de l’État se retrouve donc du coup aujourd’hui en première ligne, mise à contribution forcée pour tenter d’empêcher que toute la société égyptienne ne vole en éclats. L’homme “fort” du moment est donc sans surprise le chef de l’armée Abdel Fattah al-Sissi. Ce dernier n’a d’autre option que la répression brutale, répression sanglante assurée en grande partie par la police civile contre les Frères musulmans et les pro-Morsi. Durant tout l’été, les heurts entre ces pro-Morsi et forces de l’ordre ou entre pro et anti-Morsi n’ont cessé de se multiplier, faisant de nombreux morts, notamment parmi les Frères musulmans. Les *sit-in* où les manifestants pro-Morsi se sont regroupés avec femmes et enfants, ont fini par être dispersés de manière sanglante. Les assauts de l’armée, comme celui du 14 août, ont fait plus d’un millier de morts ! L’instauration de la loi martiale a été décrétée par l’application de l’état d’urgence et un couvre-feu a été aussitôt mis en vigueur au Caire et dans treize provinces du pays ! De nombreux dirigeants des Frères musulmans et des activistes (plus de 2000) ont été arrêtés, parmi lesquels le “guide suprême” Mohammed Badie et bien d’autres, dont certains ont péri en prison après une tentative

d’évasion. Depuis, les manifestants sont devenus moins nombreux, restant la cible des tirs de soldats et de la police. Pour ce maintien de l’ordre, l’armée et la police ont obtenu le soutien d’une majorité de la population qui perçoit les Frères musulmans comme des “terroristes”. Ce soutien teinté de nationalisme, accompagné d’un sentiment anti-intégriste croissant, conduit nécessairement à affaiblir davantage le prolétariat qui risque d’être de plus en plus dilué et happé par les miasmes de la situation. Ceci, d’autant que ce rejet de l’intégrisme religieux est alimenté par la mystification démocratique qui reste plus vive que jamais. À l’opposé des grandes manifestations de la Place Tahrir qui ont conduit au renversement de Moubarak, où la présence politique des femmes était tolérée et où elles étaient relativement protégées, la terreur qui tend à s’imposer aujourd’hui conduit par contre à des régressions morales spectaculaires, comme les viols collectifs sur des femmes signalés lors des manifestations, de même que l’atmosphère de pogrom qui se développe de plus en plus à l’égard des coptes (des centaines d’églises ont été incendiées cet été et de nombreux coptes ont été tués).

Bien entendu, comme nous l’écrivions dans notre précédent article : *“la classe ouvrière en Égypte est une force bien plus formidable qu’en Syrie ou en Libye. Elle a une longue tradition de luttes combattives contre l’État et ses syndicats officiels qui remonte au moins jusqu’aux années 1970. En 2006 et en 2007, des grèves massives se sont étendues à partir des usines textiles hautement concentrées, et cette expérience de défiance ouverte envers le régime a alimenté le mouvement de 2011, fortement marqué par l’empreinte de la classe ouvrière à la fois dans ses tendances à l’auto-organisation qui sont apparues sur la Place Tahrir et dans les quartiers, comme dans la vague de grèves qui ont finalement convaincu la classe dominante de se débarrasser de Moubarak. La classe ouvrière en Égypte n’est pas immunisée contre les illusions démocratistes qui imprègnent tout le mouvement social, mais il ne sera pas facile non plus pour les cliques bourgeoises de la convaincre d’abandonner ses intérêts de classe et de l’attirer dans le cloaque de la guerre impérialiste.”* Et il est vrai que dernièrement aussi, des expressions de la lutte de classe se sont à nouveau manifestées, notamment à Mahalla⁽²⁾ où 24000 ouvriers se sont mis en grève pour n’avoir perçu que la moitié de leur prime. De même, des grèves et luttes ont été menées à Suez. Mais si certaines pancartes dans les manifestations ont pu proclamer *“Ni Morsi ! Ni les militaires !”*, ces voix très minoritaires sont de plus en plus étouffées, tout comme les luttes courageuses que mènent ces ouvriers sont de plus en plus isolées et donc affaiblies. Si la situation n’est pas arrivée à un point aussi tragique que la Syrie, il devient de plus en plus difficile de sortir d’un engrenage surnois qui peut mener à de telles issues barbares.

La menace de chaos sanglant et d’instabilité dans la région

L’instabilité intérieure accrue par les événements récents ne touche pas n’importe quel pays secondaire. Grand axe nilotique, l’Égypte constitue une zone charnière ouverte sur le Moyen-Orient, placée entre l’Afrique et l’Asie. Elle est

le pays le plus peuplé du monde musulman en Afrique et sa capitale, Le Caire, la plus grande métropole du continent. Le pays s’intègre à un arc sunnite opposé aux nations chiïtes, notamment l’aire syro-libanaise et l’Iran, ennemi juré des États-Unis et d’Israël dans la région. D’un point de vue géographique, l’Égypte occupe donc une place géostratégique majeure, en particulier pour les intérêts de la première puissance mondiale mais déclinante que sont les États-Unis d’Amérique. Durant la Guerre froide, l’Égypte était d’ailleurs un pion essentiel garantissant en partie l’équilibre de la région au bénéfice des États-Unis. Cet avantage s’était consolidé avec les accords de Camp David signés en 1979, scellant le rapprochement de l’Égypte, d’Israël et des États-Unis. La stabilité relative liée à la logique des blocs militaires rivaux Est-Ouest permettait de contenir et tolérer les Frères musulmans, très surveillés, pourtant interdits à l’époque du président Gamal Abdel Nasser. Aujourd’hui, la disparition de la discipline des blocs et le développement de chacun pour soi, sur fond de décomposition sociale accélérée, accentue les forces centrifuges et notamment la fuite en avant des fractions radicalisées comme celles des salafistes et des Frères musulmans, déjà considérés par Moubarak comme étant “un État dans l’État”. Cette confrérie musulmane, constituée par Hasan Al Banna en Égypte en 1928, s’est implantée rapidement un peu partout au Moyen-Orient dans les pays arabes, avec un projet idéologique traditionaliste et rétrograde, celui du grand califat sunnite, dont la logique heurtait d’emblée les nations déjà constituées. Le contexte international et surtout



L’enfoncement dans la décomposition, la crise économique et sociale, l’incurie et la politique désastreuse du gouvernement Morsi (élu en juin 2012) ont conduit les populations à poursuivre dans la rue leurs manifestations...

le panier de crabes dans lequel sont plongées les grandes puissances occidentales aujourd’hui contribuent à exacerber les tensions multiples. Au Moyen-Orient même, les clivages accentués opposant par exemple le Qatar à l’Arabie saoudite, proche des États-Unis et de l’Égypte malgré son idéologie extrême wahhabite, contribuent à mettre de l’huile sur le feu. C’est pour cela que les États-Unis ne peuvent remettre en cause leur financement de l’armée égyptienne (à hauteur de 80% au moins) tout en constatant que la situation politique échappe de plus en plus à tout contrôle.

Le capitalisme n’a en fait rien d’autre à offrir que la misère et le chaos sanglant. Quelles que soient les cliques bourgeoises au pouvoir, le sort de la population ne peut que s’aggraver ! Mais contrairement à ce que

laisse entendre la bourgeoisie et ses médias, pour qui l’échec en Égypte est la preuve indubitable que tout soulèvement des populations ne peut fatalement mener qu’à “l’obscurantisme religieux” ou à la “dictature”, la perspective historique de la révolution prolétarienne, même si elle ne peut s’exprimer de manière immédiate, reste la seule et unique alternative réelle à la barbarie. Il est de la responsabilité du prolétariat d’en prendre conscience et de manifester sa solidarité de classe pour offrir une véritable perspective à toutes les luttes difficiles qui se mènent. Seule l’implication décidée du prolétariat mondial, notamment de ses fractions les plus expérimentées du vieux centre industriel européen, pourront ouvrir à terme la seule voie du futur, celle de la révolution mondiale.

WH, 28 août

suite de la page 1

Guerre ou solidarité de classe...

l’ogre ennemi. Le terme qualifiant cet ordre mondial s’appelait la *discipline de bloc*. Cette période historique fut lourde de danger pour l’humanité, puisque si la classe ouvrière n’avait pas été en mesure de résister, même passivement, à l’embrigadement idéologique guerrier, une troisième conflagration mondiale aurait été possible. Depuis l’effondrement de l’URSS, il n’y a plus de blocs, plus de risque d’une troisième guerre mondiale généralisée. Seulement, la discipline de bloc aussi a volé en éclats. Chaque nation joue depuis sa propre carte, les alliances impérialistes sont de plus en plus éphémères et de circonstance... ainsi, les conflits se multiplient sans qu’aucune bourgeoisie ne puisse finalement rien contrôler. C’est le chaos, la décomposition grandissante de la société.

Ainsi, l’affaiblissement accéléré de la première puissance impérialiste mondiale, les États-Unis, participe activement de l’enfoncement de tout le Moyen et Proche-Orient dans la barbarie. Au lendemain de l’attaque chimique aux alentours de Damas, les bourgeoisies française et anglaise, suivies beaucoup plus timidement par la bourgeoisie américaine, ont déclaré de manière tonitruante qu’un tel forfait ne pouvait rester impuni. La réponse militaire était imminente et serait proportionnelle au crime qui venait de se produire. Seulement voilà, la bourgeoisie américaine et certaines bourgeoisies occidentales dans son sillage, viennent de connaître deux revers retentissants dans les guerres d’Afghanistan et d’Irak, pays en to-

tales décomposition. Comment intervenir en Syrie sans se retrouver dans la même situation ? Mais plus encore, ces bourgeoisies ont affaire avec ce qu’elles appellent *l’opinion publique*, au moment même où la Russie envoie de nouveaux bateaux de guerres dans la région. La population ne veut pas de cette intervention ! Elle ne croit plus majoritairement aux mensonges de sa propre bourgeoisie. L’opinion publique défavorable à cette intervention, y compris sous la forme de bombardements limités dans le temps, pose un problème aux bourgeoisies occidentales.

Voici ce qui a finalement contraint la bourgeoisie anglaise à renoncer à intervenir militairement en Syrie, au prix de désavouer elle-même ses premières déclarations va-t-en-guerre ! C’est aussi la preuve que la bourgeoisie occidentale n’a pas de “bonne solution”, que des mauvaises : soit elle n’intervient pas (comme vient de le choisir la Grande-Bretagne) et alors c’est un immense aveu de faiblesse ; soit elle intervient (comme cela semble se dessiner vraisemblablement pour les États-Unis et la France) et alors elle n’en retirera rien d’autre que toujours plus de chaos, d’instabilité et de tensions impérialistes incontrôlables.

Seul le prolétariat peut, en détruisant le capitalisme, venir à bout de la barbarie

Le prolétariat ne peut pas rester indifférent à toute cette barbarie. Ce sont des exploités, des familles entières qui se font massacrer, pourchasser par

toutes les cliques impérialistes. Chiïtes ou sunnites, laïcs ou druzes... il n’y a de ce point de vue aucune différence. La réaction humaine et saine est de vouloir faire quelque chose, “tout de suite”, d’arrêter ces crimes abominables. C’est ce sentiment qu’exploitent les grandes démocraties pour chaque fois mener et justifier leurs offensives guerrières au nom de “l’humanitaire”. Et chaque fois, la situation mondiale empire. Il s’agit donc d’un piège.

La seule façon pour l’humanité d’exprimer sa véritable solidarité envers toutes ces victimes du capitalisme pourrissant, c’est de mettre à bas ce système qui produit toutes ces horreurs. Un tel bouleversement ne se fera effectivement pas en un jour. Mais si ce chemin est long, c’est le seul à mener réellement à un monde sans guerre ni patrie, sans misère ni exploitation. Car la classe ouvrière n’a pas de drapeaux nationaux à défendre. Le pays où elle vit est le lieu de son exploitation et pour certains dans le monde, le lieu de leur mort, broyés par les armes de la classe capitaliste. Il est de la responsabilité de la classe ouvrière d’opposer au nationalisme guerrier bourgeois son internationalisme. Aussi difficile que soit ce chemin, il est nécessaire et... possible ! La classe ouvrière d’aujourd’hui doit se rappeler que la Première Guerre mondiale n’a pas pris fin de par la bonne volonté des belligérants, pas plus que par la défaite de l’Allemagne. C’est la révolution prolétarienne qui y a mis fin et elle seule.

Tino, 31 août

1) Voir notre site : fr.internationalism.org/online/201307/8495/egypte-nous-montre-lalternative-socialisme-ou-barbarie

2) <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/79967/Business/Economy/Egypt-Mahalla-textile-workers-on-strike-again.aspx>

Les tensions impérialistes dans la phase de décomposition

Nous publions ci-dessous la partie consacrée aux tensions impérialistes de la résolution sur la situation internationale adoptée lors du dernier congrès international du CCI. Cette résolution sera bientôt disponible dans son intégralité ⁽¹⁾, comme le bilan de ce XX^e congrès, sur notre site Internet internationalism.org.

1 Depuis un siècle, le mode de production capitaliste est entré dans sa période de déclin historique, de décadence. C'est l'éclatement de la Première Guerre mondiale, en août 1914, qui a signé le passage entre la "Belle Époque", celle de l'apogée de la société bourgeoise, et "l'Ère des guerres et des révolutions", comme l'a qualifiée l'Internationale communiste lors de son premier congrès, en 1919. Depuis, le capitalisme n'a fait que s'enfoncer dans la barbarie avec à son actif, notamment, une Seconde Guerre mondiale qui a fait plus de 50 millions de morts. Et si la période de "prospérité" qui a suivi cette horrible boucherie a pu semer l'illusion que ce système avait pu enfin surmonter ses contradictions, la crise ouverte de l'économie mondiale, à la fin des années 60, est venue confirmer le verdict que les révolutionnaires avaient déjà énoncé un demi-siècle auparavant : le mode de production capitaliste n'échappait pas au destin des modes de production qui l'avaient précédé. Lui aussi, après avoir constitué une étape progressive dans l'histoire humaine, était devenu un obstacle au développement des forces productives et au progrès de l'humanité. L'heure de son renversement et de son remplacement par une autre société était venue.

2 En même temps qu'elle signait l'impasse historique dans laquelle se trouve le système capitaliste, cette crise ouverte, au même titre que celle des années 1930, plaçait une nouvelle fois la société devant l'alternative : guerre impérialiste généralisée ou développement de combats décisifs du prolétariat avec, en perspective, le renversement révolutionnaire du capitalisme. Face à la crise des années 1930, le prolétariat mondial, écrasé idéologiquement par la bourgeoisie suite à la défaite de la vague révolutionnaire des années 1917-23, n'avait pu apporter sa propre réponse, laissant la classe dominante imposer la sienne : une nouvelle guerre mondiale. En revanche, dès les premières atteintes de la crise ouverte, à la fin des années 1960, le prolétariat a engagé des combats de grande ampleur : Mai 1968 en France, le "Mai rampant" italien de 1969, les grèves massives des ouvriers polonais de la Baltique en 1970 et beaucoup d'autres combats moins spectaculaires mais tout aussi significatifs d'un changement fondamental dans la société : la contre-révolution avait pris fin. Dans cette situation nouvelle, la bourgeoisie n'avait pas les mains libres pour prendre le chemin d'une nouvelle guerre mondiale. Il s'en est suivi plus de quatre décennies de marasme croissant de l'économie mondiale, accompagné d'attaques de plus en plus violentes contre le niveau et les conditions de vie des exploités. Au cours de ces décennies, la classe ouvrière a mené de multiples combats de résistance. Cependant, même si elle n'a pas subi de

défaite décisive qui aurait pu inverser le cours historique, elle n'a pas été en mesure de développer ses luttes et sa conscience au point de présenter à la société, ne serait-ce qu'une ébauche de perspective révolutionnaire. "Dans une telle situation où les deux classes fondamentales et antagoniques de la société s'affrontent sans parvenir à imposer leur propre réponse décisive, l'histoire ne saurait pourtant s'arrêter. Encore moins que pour les autres modes de production qui l'ont précédé, il ne peut exister pour le capitalisme de "gel", de "stagnation" de la vie sociale. Alors que les contradictions du capitalisme en crise ne font que s'aggraver, l'incapacité de la bourgeoisie à offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement la sienne dans l'immédiat ne peuvent que déboucher sur un phénomène de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société" ("La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste", *Revue internationale* n° 62). C'est donc une nouvelle phase de la décadence du capitalisme qui s'est ouverte depuis un quart de siècle. Celle où le phénomène de la décomposition sociale est devenu une composante déterminante de la vie de toute la société.

3 Le terrain où se manifeste de façon la plus spectaculaire la décomposition de la société capitaliste est celui des affrontements guerriers et plus généralement des relations internationales. Ce qui avait conduit le CCI à élaborer son analyse sur la décomposition, dans la seconde moitié des années 1980, c'était la succession d'attentats meurtriers qui avaient frappé de grandes villes européennes, notamment Paris, au milieu de la décennie, des attentats qui n'étaient pas le fait de simples groupes isolés mais d'États constitués. C'était le début d'une forme d'affrontements impérialistes, qualifiés par la suite de "guerres asymétriques", qui traduisait un changement en profondeur dans les relations entre États et, plus généralement, dans l'ensemble de la société. La première grande manifestation historique de cette nouvelle, et ultime, étape dans la décadence du capitalisme a été constituée par l'effondrement des régimes staliniens d'Europe et du bloc de l'Est en 1989. Immédiatement, le CCI avait mis en avant la signification que cet événement revêtait du point de vue des conflits impérialistes : "La disparition du gendarme impérialiste russe, et celle qui va en découler pour le gendarme américain vis-à-vis de ses principaux "partenaires" d'hier, ouvrent la porte au déchaînement de toute une série de rivalités plus locales. Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial (...). En revanche, du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier, évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible" (*Revue internationale* n° 61, "Après l'effondrement du bloc de

l'Est, déstabilisation et chaos") Depuis, la situation internationale n'a fait que confirmer cette analyse :

- 1^{re} guerre du Golfe en 1991 ;
- guerre dans l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 2001 ;
- deux guerres en Tchétchénie (en 1994-1995 et en 1999-2000) ;
- guerre en Afghanistan à partir de 2001 qui se poursuit encore, 12 ans après ;
- la guerre en Irak de 2003 dont les conséquences continuent de peser de façon dramatique sur ce pays, mais aussi sur l'initiateur de cette guerre, la puissance américaine ;
- les nombreuses guerres qui n'ont cessé de ravager le continent africain (Rwanda, Somalie, Congo, Soudan, Côte d'Ivoire, Mali, etc.) ;
- les nombreuses opérations militaires d'Israël contre le Liban ou la Bande de Gaza répliquant aux tirs de roquettes depuis les positions du Hezbollah ou du Hamas.

4 En fait, ces différents conflits illustrent de façon dramatique combien la guerre a acquis un caractère totalement irrationnel dans le capitalisme décadent. Les guerres du XIX^e siècle, aussi meurtrières qu'elles aient pu être, avaient une rationalité du point de vue du développement du capitalisme. Les guerres coloniales permettaient aux États européens de se constituer un Empire où puiser des matières premières ou écouler leurs marchandises. La Guerre de Sécession de 1861-65 en Amérique, remportée par le Nord, a ouvert les portes à un plein développement industriel de ce qui allait devenir la première puissance mondiale. La guerre franco-prussienne de 1870 a été un élément décisif de l'unité allemande et donc de la création du cadre politique de la future première puissance économique d'Europe. En revanche, la Première Guerre mondiale a laissé exsangues les pays européens, "vainqueurs" aussi bien que "vaincus", et notamment ceux qui avaient eu la position la plus "belliciste" (Autriche, Russie et Allemagne). Quant à la Seconde Guerre mondiale, elle a confirmé et amplifié le déclin du continent européen où elle avait débuté, avec une mention spéciale pour l'Allemagne qui était en 1945 un champ de ruines, à l'image aussi du Japon, autre puissance "agressive". En fait, le seul pays qui ait bénéficié de cette guerre fut celui qui y était entré le plus tardivement et qui a pu éviter, du fait de sa position géographique, qu'elle ne se déroule sur son territoire, les États-Unis. D'ailleurs, la guerre la plus importante qu'ait menée ce pays après la seconde mondiale, celle du Vietnam, a bien montré son caractère irrationnel puisqu'elle n'a rien rapporté à la puissance américaine malgré un coût considérable du point de vue économique et surtout humain et politique.

5 Cela dit, le caractère irrationnel de la guerre s'est hissé à un niveau supérieur dans la période de décomposition. C'est bien ce qui s'est illustré, par exemple, avec les aventures militaires des États-Unis en Irak et en Afghanistan. Ces guerres, elles aussi, ont eu un coût considérable, notamment du point de vue économique. Mais leur bénéfice est des plus réduits, sinon négatif. Dans ces guerres, la puissance américaine a pu faire étalage de son immense



Recueil de textes internationalistes face à la guerre

supériorité militaire, mais cela n'a pas permis qu'elle atteigne les objectifs qu'elle recherchait ; stabiliser l'Irak et l'Afghanistan et obliger ses anciens alliés du bloc occidental à resserrer les rangs autour d'elle. Aujourd'hui, le retrait programmé des troupes américaines et de l'OTAN d'Irak et d'Afghanistan laisse une instabilité sans précédent dans ces pays avec le risque qu'elle ne participe à l'aggravation de l'instabilité de toute la région. En même temps, c'est en ordre dispersé que les autres participants à ces aventures militaires ont quitté ou quittent le navire. Pour la puissance impérialiste américaine, la situation n'a cessé de s'aggraver : si, dans les années 1990, elle réussissait à tenir son rôle de "gendarme du monde", aujourd'hui, son premier problème est d'essayer de masquer son impuissance face à la montée du chaos mondial comme le manifeste, par exemple, la situation en Syrie.

6 Au cours de la dernière période, le caractère chaotique et incontrôlable des tensions et conflits impérialistes s'est illustré une nouvelle fois avec la situation en Extrême-Orient et, évidemment, avec la situation en Syrie. Dans les deux cas, nous sommes confrontés à des conflits qui portent avec eux la menace d'un embrasement et d'une déstabilisation bien plus considérables.

En Extrême-Orient on assiste à une montée des tensions entre États de la région. C'est ainsi qu'on a vu au cours des derniers mois se développer des tensions impliquant de nombreux pays, des Philippines au Japon. Par exemple, la Chine et le Japon se disputent les îles Senkaku/Diyao, le Japon et la Corée du Sud l'île Takeshima-Dokdo, alors que d'autres tensions se font jour impliquant aussi Taiwan, le Vietnam ou la Birmanie. Mais le conflit le plus spectaculaire concerne évidemment celui opposant la Corée du Nord d'un côté et, de l'autre, la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis. Prise à la gorge par une crise économique dramatique, la Corée du Nord s'est lancée dans une surenchère militaire qui, évidemment, vise à faire du chantage, notamment auprès des États-Unis, pour obtenir de cette puissance un certain nombre d'avantages économiques. Mais cette politique aventuriste contient deux facteurs de gravité. D'une part, le fait qu'elle implique, même si c'est de façon indirecte, le géant chinois,

qui reste un des seuls alliés de la Corée du Nord, alors que cette puissance tend de plus en plus à faire valoir ses intérêts impérialistes partout où elle le peut, en Extrême-Orient, évidemment, mais aussi au Moyen-Orient, grâce notamment à son alliance avec l'Iran (qui est par ailleurs son principal fournisseur d'hydrocarbures) et aussi en Afrique où une présence économique croissante vise à préparer une future présence militaire quand elle en aura les moyens. D'autre part, cette politique aventuriste de l'État nord-coréen, un État dont la domination policière barbare témoigne de la fragilité fondamentale, contient le risque d'un dérapage, de l'entrée dans un processus incontrôlé engendrant un nouveau foyer de conflits militaires directs avec des conséquences difficilement prévisibles mais dont on peut déjà penser qu'elles constitueront un autre épisode tragique venant s'ajouter à toutes les manifestations de la barbarie guerrière qui accablent la planète aujourd'hui.

7 La guerre civile en Syrie fait suite au "printemps arabe" qui, en affaiblissant le régime d'Assad, a ouvert la boîte de Pandore d'une multitude de contradictions et de conflits que la main de fer de ce régime avait maintenue sous le boisseau pendant des décennies. Les pays occidentaux se sont prononcés en faveur du départ d'Assad mais ils sont bien incapables de disposer d'une solution de rechange sur place alors que l'opposition à celui-ci est totalement divisée et que le secteur prépondérant de celle-ci est constitué par les islamistes. En même temps, la Russie apporte un soutien militaire sans faille au régime d'Assad qui, avec le port de Tartous, lui garantit la présence de sa flotte de guerre en Méditerranée. Et ce n'est pas le seul État puisque l'Iran n'est pas en reste de même que la Chine : la Syrie est devenue un nouvel enjeu sanglant des multiples rivalités entre puissances impérialistes de premier ou de deuxième ordre dont les populations du Moyen-Orient n'ont cessé de faire les frais depuis des décennies. Le fait que les manifestations du "Printemps arabe" en Syrie aient abouti non sur la moindre conquête pour les masses exploitées et opprimées mais sur une guerre qui a fait plus de 100 000 morts constitue une sinistre illustration de la faiblesse dans ce pays de la classe ouvrière, la seule force qui puisse mettre un frein à la barbarie guerrière. Et c'est une situation qui vaut aussi, même si sous des formes moins tragiques, pour les autres pays arabes où la chute des anciens dictateurs a abouti à la prise du pouvoir par les secteurs les plus rétrogrades de la bourgeoisie représentés par les islamistes, comme en Égypte ou en Tunisie, ou par un chaos sans nom comme en Libye.

Ainsi, la Syrie nous offre aujourd'hui un nouvel exemple de la barbarie que le capitalisme en décomposition déchaîne sur la planète, une barbarie qui prend la forme d'affrontements militaires sanglants mais qui affecte également des zones qui ont pu éviter la guerre mais dont la société s'enfoncé dans un chaos croissant comme par exemple en Amérique latine où les narcotrafiquants, avec la complicité de secteurs de l'État, font régner la terreur.

1) La question de l'impérialisme est le premier point traité par cette résolution. Vient ensuite la destruction de l'environnement, la crise économique et enfin la lutte de classe.

Brésil – L'austérité déchaîne l'indignation des masses

les travailleurs. En réalité, la majorité de ceux catalogués comme classe moyenne sont des ouvriers qui reçoivent des salaires souvent moins importants que ceux des ouvriers qualifiés des zones industrielles du pays. Cela explique le succès et les sympathies qu'a éveillés cette mobilisation contre la hausse de prix des tickets de bus urbains, qui représentait une attaque directe contre les revenus des familles prolétariennes. Cela explique aussi pourquoi cette revendication initiale s'est transformée rapidement en une remise en cause dirigée contre l'État à cause du délabrement de secteurs tels que la santé, l'éducation et l'aide sociale et de plus en plus en protestations contre les colossales sommes d'argent public investies à l'occasion de l'organisation de la coupe du monde de football de l'an prochain et pour les Jeux olympiques de 2016⁽²⁾. Pour les besoins de ces événements, la bourgeoisie n'a pas hésité à recourir, par différents moyens, à l'expulsion forcée des habitants proches des stades : à la Aldeia Maracanã à Rio au premier semestre de cette année ; dans des zones convoitées par les promoteurs immobiliers de São Paulo en mettant le feu aux *favelas* gênant leurs projets.

Fait également très significatif, il y a eu un rejet massif des partis politiques (surtout du PT) et des organisations syndicales ou étudiantes soutenant le pouvoir : à São Paulo plusieurs de leur membres ont été expulsés des manifestations parce qu'ils arboraient des bannières ou des signes d'appartenance au PT ou à la CUT comme à d'autres partis ou syndicats.

D'autres expressions du caractère de classe du mouvement se sont manifestées de manière minoritaire. Dans le feu du mouvement se sont tenues plusieurs assemblées, bien qu'elles n'aient pas les mêmes caractéristiques de celles des *Indignés* en Espagne. Par exemple, celles de Rio de Janeiro et de Belo Horizonte, qui se sont nommées "assemblées populaires et égalitaires", qui se proposaient de faire un "nouvel espace spontané, ouvert et égalitaire de débat", où il est arrivé que participent plus de 1000 personnes.

Ces assemblées, tout en démontrant la vitalité qu'a revêtu le mouvement et la nécessité d'auto-organisation des masses pour imposer leurs revendications, ont présenté plusieurs faiblesses, en particulier la place première laissée aux forces de gauche et gauchistes du capital alors qu'elles prétendaient être indépendantes de l'État et des partis.

Dans le mouvement, il y a eu également plusieurs références explicites aux mouvements sociaux d'autres pays. Dans différentes manifestations, on a pu voir ainsi déployées des banderoles proclamant : "*Nous sommes des Grecs, des Turcs, des Mexicains, nous sommes sans patrie, nous sommes des révolutionnaires!*" ou des pancartes portant l'inscription : "*Ce n'est pas la Turquie, ce n'est pas la Grèce; c'est le Brésil qui sort de l'inertie.*"

À Goiânia, le *Frente de Luta Contra o Aumento* (Front de Lutte Contre l'Augmentation) qui regroupe différentes organisations de base soulignait la nécessaire solidarité et le débat entre les différentes composantes du mouvement : "*Nous ne devons pas contribuer à la criminalisation et à la pacification du mouvement! Nous devons rester fermes et unis! Malgré les désaccords, nous devons maintenir notre solidarité, notre résistance, notre combativité et approfondir notre*

organisation et nos discussions. De la même manière qu'en Turquie, pacifiques et combatifs peuvent coexister et lutter ensemble, nous devons suivre cet exemple." La grande indignation qui a animé le prolétariat brésilien peut se concrétiser dans la réflexion suivante de la Rede Extremo Sul, réseau des mouvements sociaux de la périphérie de São Paulo : "*Pour que ces possibilités deviennent réalité, nous ne pouvons pas laisser canaliser sur des objectifs nationalistes, conservateurs et moralistes, l'indignation qui s'exprime dans les rues; nous ne pouvons pas permettre que les luttes soient capturées par l'État et par les élites en vue de les vider de leur contenu politique. La lutte contre l'augmentation du prix des transports et de l'état déplorable de ce service est directement liée à la lutte contre l'État et les grandes corporations économiques, contre l'exploitation et l'humiliation des travailleurs, et contre cette forme de vie où l'argent est tout et les personnes ne sont rien.*"

La crise en toile de fond

La bourgeoisie mondiale salue le "miracle brésilien" réussi sous la présidence de Lula, qui, selon ses dires, est censé avoir permis de sortir de la pauvreté des millions de Brésiliens et de faire accéder d'autres millions dans cette fameuse "classe moyenne". En fait, cette "grande réussite" se limite à la distribution de miettes aux couches les plus paupérisées alors que, dans le même temps, la précarisation des masses travailleuses s'accroît.

La crise économique demeure ainsi la toile de fond de la situation au Brésil. Pour en atténuer les effets, la bourgeoisie brésilienne a développé une relance du marché intérieur avec une politique de grands travaux, tout en favorisant le crédit et l'endettement des familles pour relancer la consommation intérieure. Les limites en sont déjà tangibles au niveau des indicateurs économiques (ralentissement de la croissance) mais surtout dans la détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière : hausse croissante de l'inflation (prévision annuelle de 6,7% en 2013), augmentation du prix des produits de consommation et des services (dont les transports) comme des impôts. De même, il y a une forte croissance du chômage.

Les pièges de la bourgeoisie

Au début de la vague de protestations, pour calmer les esprits, pendant que le gouvernement préparait une stratégie pour tenter de contrôler le mouvement, la présidente Dilma Rousseff déclarait, par l'intermédiaire d'une de ses porte-parole, qu'elle considérait comme "légitimes et compatibles avec la démocratie" la protestation de la population; de son côté Lula, "critiquait" les "excès" de la police. Mais la répression de l'État n'a pas cessé, et les protestations de la rue non plus.

Un des pièges les plus élaborés contre le mouvement a été la propagation du mythe d'un "coup d'État" de la droite, rumeur propagée non seulement par le PT et le parti stalinien, mais aussi par les trotskistes du PSOL (Partido Socialismo e Liberdade) et du PSTU (Partido Socialista dos Trabalhadores Unificados) : il s'agissait d'une tentative de dévoyer le mouvement en le transformant en un appui au gouvernement de Dilma Rousseff, fortement affaibli et discrédité. Alors que la réalité des faits montrait précisément que la répression féroce contre les protestations de juin exercée par le gouvernement de gauche du PT ont été tout aussi, voire plus brutales que celle des régimes militaires, la gauche et l'extrême-gauche du capital brésilien œuvraient à obscurcir cette



Dans le mouvement, il y a eu également plusieurs références explicites aux mouvements sociaux d'autres pays.

réalité en identifiant le fascisme avec la répression ou les régimes de droite. Vint également le rideau de fumée du projet d'une "réforme politique", mis en avant par Dilma Rousseff, avec pour objectif celui de combattre la corruption dans les partis politiques et d'enfermer la population sur le terrain démocratique en l'appelant à voter sur les réformes proposées.

Pour tenter de regagner une influence auprès des mobilisations sociales dans la rue, les partis politiques de la gauche du capital et les syndicats ont lancé plusieurs semaines à l'avance un appel à une "Journée nationale de lutte" le 11 juillet, présentée comme un moyen de protester contre l'échec des accords de conventions collectives de travail. Dans ce simulacre de mobilisation, toutes les organisations syndicales aussi bien proches du gouvernement que de l'opposition se sont données la main.

De même, Lula, faisant étalage de sa grande expérience anti-ouvrière, a convoqué le 25 juin une réunion avec les dirigeants des mouvements contrôlés par le PT et le parti stalinien, y compris les organisations alliées du gouvernement chez les jeunes et les étudiants dans le but explicite de neutraliser la contestation dans la rue.

Les forces et les faiblesses du mouvement

La grande force du mouvement a été que, depuis le début, il s'est affirmé comme un mouvement contre l'État, non seulement à travers la revendication centrale contre la hausse des tarifs des transports publics; mais aussi avec sa mobilisation contre l'état d'abandon des services publics et contre l'orientation des dépenses réservées à des spectacles sportifs. De même, l'ampleur et la détermination de la contestation ont contraint la bourgeoisie à faire marche arrière en retirant cette hausse dans plusieurs villes.

La cristallisation du mouvement autour d'une revendication concrète, si elle a constitué une force du mouvement, en a également constitué une limite, dès lors que celui-ci ne parvenait pas à aller au-delà. Il a marqué le pas lorsqu'il a réussi à imposer que

soit annulée la décision de hausse de tarif des transports. Mais, de plus, il ne s'est pas compris comme un mouvement remettant en cause l'ordre capitaliste, aspect qui a été présent par exemple dans le mouvement des Indignés en Espagne.

La méfiance envers les principaux moyens de contrôle social de la bourgeoisie s'est traduite par le rejet des partis politiques et des syndicats, qui représente une faille sur le plan idéologique pour la bourgeoisie, marquée par l'épuisement des stratégies politiques qui ont émergé depuis la dictature et le discrédit des équipes successivement en place à la tête de l'État, aggravé par la corruption notoire en leur sein. Cependant, derrière un rejet indifférencié de la politique, réside le danger de toute politique, de l'apolitisme, qui constitue une faiblesse importante du mouvement. En effet, sans débat politique, il n'y a aucune possibilité d'avancée réelle de la lutte dont le sol nourricier est justement celui de la discussion pour comprendre la racine des problèmes contre lesquels on se bat, et qui ne peut éluder une critique des fondements du système capitaliste.

Ce n'est donc pas un hasard si une faiblesse du mouvement a été l'absence d'assemblées de rues ouvertes à tous les participants où puissent se discuter les problèmes de société, les actions à mener, l'organisation du mouvement, son bilan et ses objectifs. Les réseaux sociaux ont constitué un moyen important de la mobilisation et pour rompre l'atomisation. Mais ils ne pourront jamais remplacer le débat vivant et ouvert des assemblées.

Le poison du nationalisme n'a pas épargné le mouvement comme en ont témoigné la présence, dans les mobilisations, de nombreux drapeaux brésiliens et des mots d'ordre nationalistes, comme il n'était pas rare d'entendre l'hymne national dans les cortèges. Cela n'avait pas été le cas dans le mouvement des Indignés en Espagne. En ce sens, le mouvement de juin au Brésil a présenté les mêmes faiblesses que les mobilisations en Grèce ou dans les pays arabes, où la bourgeoisie a réussi à noyer la grande vitalité des mouvements dans un projet national

de réforme ou de sauvegarde de l'État. Dans ce contexte, la protestation contre la corruption a bénéficié en dernière analyse à la bourgeoisie et à ses partis politiques, surtout ceux de l'opposition, qui par ce moyen espèrent retrouver un certain crédit politique dans la perspective des prochaines élections. Malgré une participation majoritaire des prolétaires au mouvement, ceux-ci s'y sont impliqués de manière atomisée. Le mouvement n'est pas parvenu à mobiliser les travailleurs des centres industriels qui ont un poids important, surtout dans la région de São Paulo; il ne l'a même pas proposé. La classe ouvrière, qui sans aucun doute a accueilli le mouvement avec sympathie et s'est même identifiée à lui, parce qu'il luttait pour une revendication où elle reconnaissait ses intérêts, n'est pas parvenue à se mobiliser comme telle. Cette question de l'identité de classe n'est pas seulement une faiblesse au niveau de la classe ouvrière au Brésil, mais au niveau mondial.

Cette situation explique d'une certaine manière l'émergence de mouvements sociaux avec les caractéristiques de ceux qui ont surgi au Brésil, en Turquie, en Espagne, aux États-Unis, en Égypte, etc., où ce sont les nouvelles générations de prolétaires, beaucoup d'entre eux se retrouvant sans emploi, qui se révoltent en comprenant que le capitalisme leur ferme toute possibilité d'avoir une vie décente et ressentent dans leur chair les souffrances de la précarisation de leur vie familiale.

En ce sens, les mobilisations au Brésil sont une source d'inspiration et laissent une grande leçon pour l'union du prolétariat brésilien et mondial : il n'y a pas de solution possible à nos problèmes dans le capitalisme; cela dépend du fait que le prolétariat assume sa responsabilité historique de lutter contre le capital, dans la recherche de son identité de classe à travers la solidarité non seulement du prolétariat au Brésil, mais au niveau mondial. C'est de cette manière que leur lutte convergera avec celle des jeunes prolétaires qui aujourd'hui se mobilisent contre le capital, et ce sera une référence pour eux.

Revolução Internacional, 9 août

N'hésitez pas à venir débattre sur notre forum :

fr.internationalism.org

2) Selon les prévisions, ces deux événements coûteront 31,3 milliards de dollars au gouvernement brésilien soit 1,6% de son PIB tandis que le programme "Bourse familiale", présenté comme la mesure sociale phare du gouvernement de Lula ne représente qu'une part de 0,5% de ce PIB.

Le capitalisme tue

Cet été s'est produite une spectaculaire série d'accidents ferroviaires à travers le monde. En Inde, le réseau ferré est dans un tel état que les accidents mortels sont pratiquement quotidiens (300 par an en moyenne) ; 37 pèlerins hindous ont par exemple été fauchés le 19 août. Au Mexique aussi de tels drames sont récurrents ; il en a été ainsi le 25 août où un train de marchandises appelé "La bête", car servant chaque jour de moyen de transport clandestin à tous ceux migrants vers les Etats-Unis, a déraillé et fait six victimes. Dans ces pays, les infrastructures sont totalement délabrées. Mais avec l'aggravation de la crise et les "nécessaires plans d'économie" qui se multiplient partout, ce sont tous les pays qui voient les investissements dans la sécurité être rognés et, par là-même, les risques croître. La collision de deux trains en Suisse, le déraillement d'un train

en pleine gare d'une ville de banlieue parisienne en France, l'explosion d'un convoi pétrolier rayant de la carte le centre ville de Lac-Mégantic au Canada, la sortie de voie d'un train à grande vitesse en Espagne – soit près de deux cents morts au cours du seul mois de juillet – révèlent la gravité de la situation, cette tendance lourde du capitalisme à sacrifier de plus en plus de vies sur l'autel de la sacro-sainte rentabilité.

Dans ce cadre, nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article d'*Acción Proletaria* qui traite de l'accident ayant eu lieu près de Saint-Jacques de Compostelle. Ce texte dénonce non pas tel ou tel conducteur, tel ou tel technicien, tel ou tel individu mais au contraire l'ensemble du système capitaliste comme responsable de toutes ces morts, évitables et révoltantes.

À cette campagne ignoble de diabolisation participent toutes les composantes de l'État bourgeois, à commencer par l'ensemble des groupes parlementaires, les uns s'affichant comme les champions de "la défense des services publics" avec un semblant de solidarité formelle envers les cheminots, comme la coalition IU ou l'UPD, les autres avec moins de scrupules ouvriéristes, étant donné qu'ils sont impliqués directement dans quelques-unes des décisions concernant les infrastructures ferroviaires et "frisent" la responsabilité légale, tel que le PSOE ou le PP⁽³⁾. Mais les médias, eux aussi, se partagent et jouent leur rôle : Radio nationale d'Espagne (RNE) sonnant la charge sans retenue contre le conducteur et la SER (radio privée pro-PSOE) très cyniquement compréhensive vis-à-vis de "l'erreur humaine".

Parce que, automatiquement, la "faute" du chauffeur équivaut à une déclaration d'innocence de l'État bourgeois : *c'est lui le responsable; non pas les voies, ni le manque de systèmes de sécurité, ni les terribles conditions de travail.*

Comme dans les romans de Dostoïevski où l'assassin est en réalité une victime sociale, le machiniste du train *Alvia* est la victime des conditions de travail et de surexploitation qui exigent des travailleurs une tension psychique et physique insupportable, ainsi que l'ont reconnu les experts en psychologie, des horaires à rallonges et variables, qui rendent difficile un sommeil régulier et le maintien d'une vie sociale avec la famille et les amis. Parce que les coupes décidées, cautionnées toujours par des rapports techniques et souvent avec le plein accord de ces "défenseurs des travailleurs" qui, lorsqu'ils sont dans le gouvernement imposent des réformes du travail, et quand ils sont dans l'opposition poussent de hauts cris avant de les accepter, ont réduit les effectifs à un seul chauffeur par train (au lieu de deux auparavant), obligé d'écraser tout le temps la pédale (qui porte le sinistre nom de "l'homme mort") pour ainsi signaler qu'il n'a pas eu de malaise, tout en surveillant attentivement les panneaux de signalisation et en regardant sa feuille de route.

Le prétendu si "solidaire" et "combatif" syndicat des machinistes, auquel appartenait ce conducteur, s'est déclaré satisfait par la proposition de durcir encore plus les conditions de travail, sous couvert de tests psychologiques et d'épreuves d'aptitude régulières, visant surtout les plus âgés, venant s'emboîter parfaitement, telle une pièce d'un puzzle, dans l'ensemble des attaques que la réforme du travail assène à la tranche d'ouvriers âgés entre 50 et 60 ans.

Et les victimes ?

La cynique campagne étatique essaye d'opposer les victimes et leur famille au conducteur, d'opposer, en fait, la population aux travailleurs, alors que le vrai conflit est celui qui oppose l'État bourgeois aux travailleurs et à la population en général.

Malgré toutes les larmes de crocodile versées par les politiciens bourgeois, dans les calculs de la production capitaliste, concrétisés dans la législation de l'État, les vies des voyageurs du train ne valent pas plus que les économies en coûts de production dans les lignes à grande vitesse et pour leur maintenance. *"Tout ce qui ne démon-*

tre pas son utilité sociale immédiate dans le marché n'a pas de valeur et est oublié"⁽⁴⁾.

Les passagers qui, "le jour d'après", pour cause de campagne idéologique ont leur nom, leur prénom et leur histoire personnelle dans les journaux, "le jour d'avant", n'étaient qu'un chiffre, faisant partie du froid calcul en dépenses relatives aux différents systèmes de freinage. Et, comme lors des accidents du métro de Valence et de Spanair à Barajas, la fausse solidarité des représentants de l'État avec les subventionnés ou les misérables *réparations* en dommages accordés, partiront en fumée dans peu de temps, parce que dans le capitalisme il n'y a pas de place pour le deuil.

La fausse solidarité

En réalité, le déversement médiatique d'une fausse solidarité pré-conditionnée et pré-emballée n'a même pas permis que la véritable solidarité spontanée de la population et des travailleurs puisse s'exprimer.

Juste après l'accident, la population d'Anglois est venue spontanément porter secours aux victimes, en ouvrant les maisons pour accueillir les blessés, en allant donner du sang, des pompiers ont annulé leur grève pour réaliser leur travail de sauvetage et les travailleurs de la santé de l'hôpital de Saint-Jacques qui étaient en vacances ou en congé se sont présentés spontanément sur leur lieu de travail. Comme dans d'autres événements (par exemple le 11 mars 2004 à Madrid), ces initiatives sont l'expression admirable de la solidarité spontanée de la population et de la classe ouvrière.

Mais de suite se sont enclenchés les rouages de la machinerie médiatique de la fausse solidarité d'État, transformant tout ce qu'elle touchait en hypocrisie et cynisme. La saine réponse humaine qui renforce le sens spontané du collectif, où chacun prend librement la décision de s'impliquer et donner le meilleur de lui-même, qui s'inspire, en fin de compte, des moments de lutte sociale, de créativité des masses, on essaye de la présenter comme son contraire, comme l'expression d'une "citoyenneté", qui n'est pas autre chose que l'encadrement de tout un chacun dans l'isolement, dans ses devoirs et obligations envers l'État. Et c'est ainsi qu'on essaye de transformer un mouvement spontané qui brise le joug du totalitarisme de l'État et qui exprime les potentialités d'une nouvelle société vraiment humaine, en une réaffirmation des misères de la société bourgeoise.

Il est aussi répugnant qu'on ait essayé de rallier sous les drapeaux de la Xunta (le gouvernement galicien) une initiative sociale qui permet de dépasser les divisions corporatistes et les séparations nationales.

Cette fausse solidarité, non seulement ne transmet pas un véritable sentiment de soutien aux victimes et aux familles, mais les soumet à la même violence de l'exploitation capitaliste qui se trouve, en dernier ressort, à l'origine de l'accident. Mais elle sert surtout à démobiliser pour éviter de remonter jusqu'à l'analyse de ce qui est arrivé et à celle de ses causes réelles et des moyens pour pouvoir lutter contre elles.

Pour notre part, avec cette prise de position, nous voulons exprimer notre plus profonde solidarité avec toutes les victimes, celles de l'accident et leurs familles, le conducteur du train. Nous voulons ainsi contribuer, dans la mesure de nos possibilités, à la lutte contre le capitalisme pour que l'exploitation de la force de travail et les causes de tels accidents disparaissent enfin.

Acción Proletaria, 19 août

4) Adorno, *Dialectique de la Raison*.

3) Le Parti populaire (PP, droite) est au gouvernement en Espagne depuis début 2012, à la suite du Parti socialiste (PSOE) au pouvoir entre 2004 à 2011. *Izquierda unida* est une coalition du type Front de gauche, dont l'ancien parti stalinien est la colonne vertébrale. L'UPD est un petit parti centriste.

L'ENQUÊTE parlementaire sur l'accident qui s'est produit le 24 juillet à Angrois dans la banlieue de Saint-Jacques-de-Compostelle (Galice, Espagne) conclut en fait que ce fut une tragédie imprévisible. Mensonges !

Les entreprises et l'État, en tant que propriétaire collectif et régulateur de la production nationale dans chaque pays, font tout leur possible pour réduire les coûts, main-d'œuvre comprise, en faisant travailler plus vite et davantage les ouvriers, en les payant le moins possible. Ils essayent d'escamoter au maximum tout ce qui, du point de vue du profit, est considéré comme dépenses superflues malgré les conséquences énormes que cela entraîne pour l'environnement et la sécurité. La crise

historique qui dure déjà depuis plus de 100 ans et qui s'est accélérée depuis les années 1970 exacerbe la concurrence ; la lutte à mort pour les marchés impose aujourd'hui une surexploitation sans merci des travailleurs et des coupes sombres dans les dépenses de maintenance et de sécurité. Voilà les véritables données à prendre en compte pour examiner le virage d'*A Grandeira*⁽¹⁾.

Le "facteur humain": commodore bouc-émissaire pour légitimer le fonctionnement capitaliste

"Les Trains à grande vitesse ne sont pas à mettre en cause" (Directeur

1) Nom du virage de la voie ferrée près de Saint-Jacques-de-Compostelle où l'accident a eu lieu et qu'on a pu voir jusqu'à satiété sur les écrans de télé [NdT].

de RENFE⁽²⁾), *"les voies et les signalisations sont conformes aux normes techniques en vigueur"* (ADIF), *"la cause fondamentale de l'accident est l'erreur humaine"* (ce que disent tous les groupes parlementaires ainsi que les médias).

Cette sorte de criminalisation du conducteur du train, comme ce fut le cas pour le chauffeur du métro de Valence, afin de "sauver" la compétitivité et le crédit des chemins de fer espagnols qui ont des contrats en cours en Arabie Saoudite et au Brésil, menacés par la concurrence allemande et française, ne peut que provoquer nausée et indignation morale.

2) La RENFE est la SNCF espagnole et l'ADIF correspond au Réseau ferré de France [NdT].

LE SCANDALE NSA

L'espionnage étatique

Nous publions ci-dessous la traduction d'un court article rédigé par notre section aux Etats-Unis sur la surveillance à grande échelle de l'internet par le gouvernement américain. Si l'affaire Prism fait scandale, il n'y a aucune illusion à se faire sur la probité des gouvernements d'Europe qui se félicitent pourtant de protéger les "libertés individuelles". En France, par exemple, une enquête du *Monde* et les déclarations du directeur technique de la DGSE en personne, Bernard Barbier, ont révélé l'existence d'un dispositif similaire de surveillance. Ce "Big Brother français" n'est qu'un élément parmi d'autres (écoutes téléphoniques, caméras de surveillances, etc.) d'un espionnage permanent de la population. Un article plus complet sur le scandale Prism est disponible en langue anglaise sur notre site : "NSA Spying Scandal: The Democratic State Shows Its Teeth" (<http://en.internationalism.org/iconline/201307/8973/nsa-spying-scandal-democratic-state-shows-its-teeth>)

L'ES RÉVÉLATIONS sur l'étendue de la cyber-surveillance de la part de l'État capitaliste – résultat de la dénonciation de l'ex-opérateur de l'Agence Nationale de Sécurité (NSA), Edward Snowden – se sont multipliées au cours des dernières semaines. Tous les grands serveurs Internet, les moteurs de recherche et les programmes de communication – Windows, Google, Yahoo, Skype, etc. – sont tous plus que volontaires pour fournir à la NSA ou à d'autres organes étatiques de surveillance toute information demandée par l'État. Les e-mails, les appels téléphoniques, les codes de cryptage – rien de tout cela n'est privé et la technologie au service de la surveillance est si sophistiquée que, même sans l'accord de ces opérateurs, l'État américain peut exploiter presque toutes les formes de communication électronique, quand et où il le veut.

La surveillance peut viser tout citoyen, qu'il soit ou non impliqué dans des activités subversives ou illégales. Pas seulement les citoyens américains d'ailleurs : le scandale a dévoilé la coopération très étroite entre la NSA et le GCHQ britannique (Government Communications Headquarters, GCHQ, littéralement "quartier-général des communications du gouvernement"), et Snowden a affirmé que la NSA collabore avec un bon nombre d'autres États occidentaux. Mais cela ne confère pas d'immunité à ces États contre le fait

d'être espionnés eux-mêmes : les Etats-Unis utilisent les mêmes techniques de surveillance de masse pour espionner d'autres États, y compris ceux naguère supposés être ses alliés, comme l'Allemagne et la France.

Le développement foudroyant de la communication électronique dans les dernières décennies a bien sûr porté les capacités techniques de telles agences d'espionnage à un niveau jamais atteint jusque là. Mais il n'y a rien de nouveau là-dedans et ce phénomène n'est certainement pas limité aux États-Unis.

L'État anglais, le premier, était le leader dans le domaine de la technologie d'espionnage industriel. Quand l'Angleterre était le pays capitaliste le plus puissant, elle était le centre du réseau international des lignes télégraphiques, position similaire à celle des États-Unis par rapport à Internet. Durant la Première Guerre mondiale, l'impérialisme britannique utilisait cette position pour se brancher sur les réseaux de communication internationaux de l'impérialisme allemand. Il avait coupé les principaux câbles reliant l'Allemagne et les Etats-Unis, mais il a été capable de surveiller les autres réseaux que devait utiliser l'Allemagne. Il a aussi mis la main sur les installations des postes et de télécommunications sans fil pour contrôler les communications télégraphiques allemandes. Cela s'est fait dans le domaine de la marine militaire par la Chambre

40 de la Navy Intelligence dans l'immeuble même de l'amirauté. Après la guerre, il a continué à utiliser et à développer ces capacités. Aujourd'hui, bien que n'étant plus une superpuissance, l'impérialisme anglais peut se servir de son expérience d'espionnage dans les communications vieille de cent ans pour jouer encore dans la cour des grands, sur la scène de l'espionnage.

En ce qui concerne la France qui a protesté haut et fort contre la violation de sa souveraineté par la NSA, le journal français *le Monde* a publié récemment des informations sur les opérations de collecte en grand de données et de surveillance électronique menées par les services nationaux de la sécurité, la DGSE. La république française est presque aussi hypocrite que la Russie de Poutine qui est régulièrement suspectée d'assassiner des journalistes qui posent trop de questions embarrassantes, tout en se posant en défenseur des libertés et en réfléchissant à l'éventualité d'offrir l'asile politique au fugitif Snowden.

En somme : ils trempent tous plus que jamais dans le même bain ! Ils espionnent leurs propres concitoyens parce que leur domination est fragile, sapée par ses propres contradictions sociales et économiques, et parce qu'ils vivent dans la peur constante d'un danger de révolte de ceux d'en bas. Ils s'espionnent aussi les uns les autres parce que ces mêmes contradictions poussent chaque État-nation à des guerres incessantes avec ses rivaux, et dans cette guerre de chacun contre tous, l'allié d'aujourd'hui peut être l'ennemi de demain. Il n'y a qu'un organe qui soit capable d'organiser l'espionnage et la surveillance à une échelle aussi gigantesque : l'État capitaliste, qui à l'époque du capitalisme décadent est vraiment devenu un monstre froid et inhumain qui tend de plus en plus à engloutir la société civile qu'il est censé protéger.

Amos/Phil, 13 juillet

L'absence de futur dans le capitalisme

Depuis que la gauche est arrivée au pouvoir en France, il y a près d'un an et demi, de changement il n'y a pas eu. C'est au contraire la même politique anti-ouvrière qui règne en maître. Comment pourrait-il en être autrement? Toute fraction à la tête de l'Etat a pour mission de défendre l'économie nationale. Maintenir la compétitivité de la France dans l'arène du marché mondial en crise passe nécessairement par une exploitation de plus en plus forcenée des travailleurs et une baisse continue des coûts sociaux comme les allocations chômage, retraites et familiales, le remboursement des soins...

Une pluie incessante d'attaques

Pour faire ce sale boulot, si la méthode d'Hollande est apparemment plus "douce et consensuelle" que celle du "brutal et prétentieux Sarkozy", elle n'en est pas moins efficace, sinon plus. Par exemple, la réforme du marché du travail était l'un des vieux rêves de toute la droite... eh bien, la gauche l'a réalisé! La loi adoptée définitivement en mai dernier augmente considérablement la mobilité interne à l'entreprise comme un droit et un devoir (en clair, refuser d'être bougé n'importe où et n'importe comment devient un motif de licenciement), accentue la variabilité du temps de travail et du salaire en fonction de la conjoncture (et là aussi, tout refus de voir ses heures et payes réduites à peau de chagrin, pour sauver l'entreprise, devient une cause de licenciement), diminue les recours possibles devant les prud'hommes (les délais de prescriptions sont réduits à trois ans au lieu de cinq ans auparavant), etc. Mais tout cela, la gauche a eu l'intelligence de le faire passer sans provocation inutile et sous un brouillard idéologique que sont ses déclarations en faveur de la justice sociale, de l'égalité, de l'équilibre de l'effort entre pauvres et riches, entre le monde du travail et celui du capital...

"Grappiller". Si un terme devait qualifier l'action du gouvernement socialiste depuis plus d'un an, celui-ci lui irait comme un gant. Les impôts et les taxes multiples ne cessent d'augmenter, un euro par-ci, un euro par-là, la règle lancée comme un défi du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite a été abandonnée en grande pompe pour être remplacée en catimini par une baisse drastique des budgets alloués et une explosion de la précarité... Un exemple : le statut des enseignants a été prétendument défendu et redoré par les socialistes, avec un retour de la formation et de la reconnaissance de l'Etat quand, dans le monde réel, ces mêmes enseignants constatent une dégradation sans précédent de leur condition de travail, que les milliers de nouveaux emplois promis se révèlent être des petits contrats de quelques heures, sous-payés et précaires.

La réforme des retraites, la colère ouvrière et l'intelligence de la bourgeoisie

Seulement, à force de grappiller, cela finit par se voir... ou plutôt se ressentir. Les conditions de vie et de travail sont de plus en plus insupportables; la colère est donc grande au sein de la classe ouvrière, même si elle gronde pour l'instant en sourdine. La preuve en est la réforme des retraites finalement annoncée par le Premier ministre. Cette réforme devait être LA réforme, celle qui allait enfin mettre à plat l'ensemble du régime des retraites en France, celle qui allait être à la hauteur des enjeux et des déficits... bref, nous allions voir ce que nous allions voir. Et alors? "Retraites : une réforme habile mais timorée" titre le journal *Libération*⁽¹⁾.

1) Timorée en effet. Evidemment, les conditions d'accès à la retraite s'empirent à nouveau, tout comme les conditions de vie des retraités. La durée de cotisation s'élèvera à 41,75 ans en 2020, contre actuellement 41,5 ans; puis de 2020 à 2035, s'ajoutera un trimestre tous les trois ans, jusqu'à une durée de 43 ans en 2035. Les cotisations retraite salariales vont elles aussi augmenter progressivement (pour aboutir en 2017 à une hausse totale de 0,3 point). Les pensionnés seront touchés par deux mesurètes : la revalorisation annuelle des pensions est décalée du 1er avril au 1er octobre et la majoration de 10% du montant de la retraite pour les parents de trois enfants, sera désormais soumise à l'impôt sur le revenu. Il s'agit donc indéniablement d'une nouvelle et énième attaque contre nos conditions de vie. Mais le pire a été écarté. Pas de hausse généralisée de la CSG, ni pour les travailleurs ni pour les retraités, l'abattement de 10% dans le calcul de l'impôt sur le revenu qui devait être supprimé est finalement maintenu, l'âge de départ légal à la retraite n'est pas repoussé... Pourquoi la montagne socialiste a-t-elle donc ainsi accouché d'une souris? Pour la même raison qu'Hollande vient de déclarer : "le temps est venu pour une pause fiscale".

2) C'est ici que le terme "habile" utilisé par *Libération* prend tout son sens. Les socialistes ont clairement perçu le ras-le-bol grandissant. Le temps n'est pas propice à une grande réforme spectaculaire et qui potentiellement pourrait unir tous les secteurs, toutes les générations. Car la retraite est un symbole. "Si vous trimez pendant 40 ans, alors les portes du paradis de la retraite vous seront ouvertes", tel est le *deal* capitaliste depuis l'après-guerre. Rogner toujours plus ces conditions d'accès à la retraite, c'est dévoiler que l'avenir du capitalisme est d'une noirceur absolue, que demain sera pire qu'aujourd'hui. La bourgeoisie sait parfaitement que ceci est insupportable aux yeux de la classe ouvrière. Or, il y a eu ces derniers mois quelques indices de la montée de la colère sociale à l'échelle internationale : en Turquie, au Brésil, actuellement en Colombie... Ces mouvements sociaux prouvent que les exploités, en particulier les jeunes, ne sont pas prêts à subir sans broncher, à toujours courber l'échine. Or, en France plus qu'ailleurs, la lutte a tendance à prendre une tournure massive et politique. Le mouvement contre le CPE en 2006, qui a contraint la bourgeoisie à reculer devant le risque d'extension, par solidarité du monde des travailleurs avec la jeunesse précaire, fut là pour le démontrer à nouveau. Et la menace de guerre qui plane en Syrie, les velléités de la France à jouer son rôle dans cette nouvelle aventure impérialiste, sans que la "population" y soit réellement favorable, rend le moment encore moins propice à une attaque d'ampleur contre la classe ouvrière.

La bourgeoisie française, en tout cas sa fraction la plus clairvoyante et qui est actuellement aux manettes, la gauche, a donc eu cette intelligence d'éviter une réforme trop grosse pour passer inaperçue et ne pas engendrer de réaction; elle va continuer son œuvre de raboutage progressif, insidieux mais permanent. Pour ce faire, elle sait qu'elle pourra continuer de s'appuyer sur ses plus fidèles chiens de garde, les syndicats. Ceux-là même qui lors des dernières réformes des retraites, en 2007 puis en 2010, ont su multiplier les journées d'actions ponctuelles et stériles, pour que la vapeur soit lâchée progressivement, qu'il n'y ait pas d'explosion incontrôlée, ni de rassemblements spontanés et autonomes,

hors de leur emprise, aucune réelle assemblée générale sur les lieux de travail où la discussion serait libre et ouverte... La "grande" journée de manifestation "unitaire" du 10 septembre s'inscrit d'ailleurs en tout point dans cette logique : une kermesse syndicale, une "journée ballade", faite pour décourager et distiller un sentiment d'impuissance.

Le maillon manquant : l'identité de classe

La colère est grande, disions-nous. Mais alors pourquoi l'atmosphère sociale semble si atone, pourquoi ni en Angleterre, ni en France, ni en Allemagne, aucun mouvement d'ampleur n'a su se développer ces dernières années alors que la crise économique produit ses ravages? C'est que la colère ne suffit pas. Faut-il encore être porté par un projet, une perspective. Le plus grand frein au développement de luttes massives est l'absence de confiance que la classe ouvrière a en elle-même. Plus

exactement, les salariés ne savent plus qu'ils forment une classe, qu'unis et organisés, ils sont la force principale de la société, la seule capable d'offrir à l'humanité un autre monde.

Le constat lucide que le capitalisme est obsolète, qu'il est en train de plonger l'humanité dans la misère et la barbarie, qu'il n'a finalement aucun réel avenir, ne cesse de croître dans les rangs des exploités. Mais l'identité de classe, la capacité à se reconnaître comme une force collective, tel est le maillon manquant, perdu depuis des décennies. Retrouver cette identité est une étape cruciale, fondamentale et en même temps, c'est un pas très difficile à franchir. Elle passe par un processus conscient : la prise en charge directe des besoins d'auto-organisation et d'extension de la lutte, vers les masses, pour les masses et par les masses. Tel est l'un des sens profonds de cette affirmation de *L'Adresse inaugurale* de 1864 de l'AIT (Association internationale des travailleurs, la Pre-

mière Internationale) : "L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-même". Prendre ainsi conscience de ce qu'elle est, de la force collective qu'elle représente au sein de la société, des valeurs dont elle est porteuse est en effet le seul moyen pour notre classe de prendre confiance en elle-même, de renouer avec son histoire, de redécouvrir les leçons de ses luttes passées et ainsi de pouvoir déjouer les pièges que lui tend sans cesse la bourgeoisie pour la diviser. Cette nécessaire identité de classe pourra commencer à être reconquise dans les rues, quand celles-ci se rempliront de millions de manifestants poussés par l'indignation face aux politiques d'austérité et enthousiasmés par la solidarité spontanée qui émanera de leurs rangs. Voilà ce que cherche à éviter la bourgeoisie, voilà la seule chose qui tempère encore un peu la brutalité de ses attaques à nos conditions de vie.

Pawel, 30 août

suite de la page 8

Le marxisme selon Isaac Johsua

létariat a déployé une intense activité politique depuis son origine. Karl Marx ne fut pas le dernier à stimuler la classe ouvrière dans le domaine politique à travers ses écrits et sa pratique. Johsua ignore volontairement tout cela.

Le socialisme

Pour I. Johsua, la formation des sociétés où s'est développé un "socialisme réellement existant" tend à désavouer les thèses de Marx et Engels sur l'abolition des rapports marchands avec l'avènement du socialisme : "La société socialiste se noie dans un véritable océan de rapports marchands". En réalité c'est le capitalisme d'Etat qui nage dans cet océan. Le véritable noyé est l'auteur de cette phrase! Ici, le travestissement du capitalisme d'Etat en un "socialisme réel" biaise complètement le débat et amène l'auteur vers des contresens et des erreurs grossières sur l'œuvre de Marx et surtout sur l'interprétation de l'histoire du XX^e siècle.

Isaac Johsua se sert de l'exemple des pays dits socialistes pour démontrer l'idéalisme que porte en lui le communisme. Selon lui, l'histoire a montré que les rapports marchands, l'Etat, les antagonismes entre individus sont des traits inéliminables dans les sociétés humaines y compris dans le communisme. Pour l'auteur, le socialisme et le capitalisme ne sont pas si différents, ils forment même "deux branches du même arbre" au niveau économique. La sortie de cette impasse se trouve au niveau politique : "la multiplication des rapports marchands doit être contrebalancée par un projet commun unificateur, formant le chemin du tous ensemble". Or, le marxisme ne donnerait aucune piste de réflexion à ce sujet si l'on en croit Isaac Johsua : Marx était convaincu que la révolution entraînerait l'abolition des classes sociales, des rapports marchands, de l'Etat. Cette "vision de la cité idéale" expliquerait le mutisme de Marx et Engels sur l'organisation des travailleurs, des droits démocratiques, des relations entre l'Etat et les travailleurs. Ces silences auraient joué un rôle non négligeable dans le développement du stalinisme et de ses corollaires au cours du XX^e siècle. Voici ce que l'auteur désigne "escamotage de la politique", un idéalisme ou des silences de la part de Marx et Engels dont l'histoire a montré les effets pervers. Au final, la révolution selon Marx est condamnée à rester au banc des utopies : "Peut-on arriver un jour

à chacun selon ses besoins? C'est irréalisable et pas souhaitable car la planète a des besoins limités, produire au maximum n'est pas un objectif en soi, produire avec parcimonie s'oppose complètement à produire selon ses besoins". Contrairement aux analyses de Marx, les rapports marchands, la propriété privée et l'Etat se maintiendraient dans le "socialisme réellement existant" et l'histoire l'aurait prouvé. Ainsi, les travailleurs devraient s'adapter et limiter au mieux les effets négatifs de ces constantes de l'histoire. Seul un projet politique au sein duquel le pouvoir des travailleurs s'articulerait sur des organes d'auto-organisation et sur l'Etat pourrait offrir "une dimension pérenne au socialisme". Sans le dire, Isaac Johsua nous propose un régime bien connu dans l'histoire du XX^e siècle : le capitalisme d'Etat.

Combattre les démarches de falsification du marxisme

Il convient de battre en brèche cette posture théorique qui consiste à penser (comme Isaac Johsua) que le marxisme est une pensée figée et dogmatique, que la révolution est seulement la mise en pratique d'une théorie révolutionnaire, que l'œuvre de Marx et Engels est une nouvelle Bible qui ne peut être réactualisée, remise en cause à mesure de l'expérience pratique du prolétariat. Marx et Engels n'ont jamais prétendu servir de prophètes à la classe ouvrière dans son entreprise révolutionnaire. Ils se sont efforcés d'analyser l'histoire des sociétés humaines afin de donner une explication globale et cohérente à son évolution. La vision dialectique et matérialiste de l'histoire permet de prendre acte du fait que l'histoire des hommes est impulsée par la lutte de classes s'opérant au cours du développement des forces productives. Cette démarche scientifique a permis à Marx et Engels d'orienter les buts et les moyens de la classe ouvrière sur des bases objectives. Les fondateurs du marxisme ne se sont pas levés un beau matin en se disant que le capitalisme se caractérise par un certain nombre de contradictions, que ces mêmes contradictions permettent d'envisager la perspective d'une société communiste et que le seul moyen pour arriver à cette société s'avère être une révolution mondiale de la classe ouvrière. Au contraire, la pensée de Marx et Engels fut largement modelée par l'apport des théoriciens antérieurs, par le contact avec des ouvriers et par

l'analyse des conditions matérielles de leur époque. De même, les acquis théoriques des révolutionnaires actuels seraient bien maigres si ces derniers en restaient aux analyses des fondateurs du marxisme. Ce serait omettre les apports théoriques de nombreuses générations de révolutionnaires qui se sont efforcées de remettre en cause le marxisme à partir des expériences pratiques de la classe ouvrière au cours de son histoire.

Ainsi, la démarche intellectuelle d'I. Johsua va à contre-courant de celle des révolutionnaires marxistes. Pour lui, il s'agit d'analyser des idées, de se rendre compte qu'elles n'ont pas été mises en pratique et d'en conclure qu'elles étaient erronées dès l'origine. Pour les révolutionnaires, il s'agit de tirer les leçons de l'histoire de la classe ouvrière, de tester si des événements ne viennent pas remettre en cause la vision marxiste des choses ou s'il ne faudrait pas réactualiser une idée qui nous semblait juste mais qui se trouve bousculée par les faits. Comme l'affirmait un intervenant au cours du débat, l'exégèse des textes marxistes n'est pas une solution pertinente si l'on veut tirer les leçons des échecs de la classe ouvrière en vue de la transformation de la société. Mieux vaut faire le bilan de l'histoire. Les sottises énoncées ici sont tellement évidentes qu'on pourrait penser que l'auteur n'a pas lu ou n'a rien compris aux écrits de Marx et Engels. Or, Johsua baigne depuis plusieurs décennies dans l'œuvre des fondateurs du marxisme. En vérité, à travers un travail de dévoiement et de falsification, l'auteur souhaite légitimer le projet politique de la gauche de la bourgeoisie. Les révolutionnaires doivent être très attentifs à ce genre de détournement de la vision marxiste. Ces entreprises malhonnêtes peuvent orienter des éléments de la classe ouvrière en manque de clarification vers des voies inutiles. Depuis Marx et Engels, les révolutionnaires marxistes n'ont jamais hésité à critiquer des théoriciens plus ou moins honnêtes qui portèrent atteinte aux armes théoriques de la classe ouvrière. Avec la décomposition du capitalisme, la bourgeoisie ne loupe jamais une occasion de dévoyer la démarche marxiste. L'avant-garde de la classe ouvrière a le devoir de défendre cet héritage fondamental dans le but de la révolution de la classe ouvrière.

José Caliente.

1) Article publié le 27 août sur le site *liberation.fr*

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale

11 numéros	6 numéros
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple

Revue internationale

4 numéros	2 numéros
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

LISEZ



Courant Communiste International

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013

Revue Internationale

Avancées scientifiques et décomposition du capitalisme
Les contradictions du système compromettent l'avenir de l'humanité

Moyen-Orient et Afrique du Nord
L'alternative est guerre impérialiste ou guerre de classe

1914 - 23 Dix années qui ébranlèrent le monde
Les échos de la Révolution russe de 1917 en Amérique latine : Brésil 1918-21

A propos du livre
Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était (II)
Le communisme primitif et le rôle de la femme dans l'émergence de la solidarité

Le communisme : l'entrée de l'humanité dans sa véritable histoire (X)
Bilan, la Gauche hollandaise et la transition au communisme (1^{re} partie)

151

3,00 euros - 5 FS - 6 SCan
Paraît tous les 4 mois



PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale
de *Révolution internationale*

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WC1N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'Etat dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire

(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe

pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS JUILLET- AOÛT

Toulouse

Ch, 1040 €; N, 10 €; O, 150 €

Paris

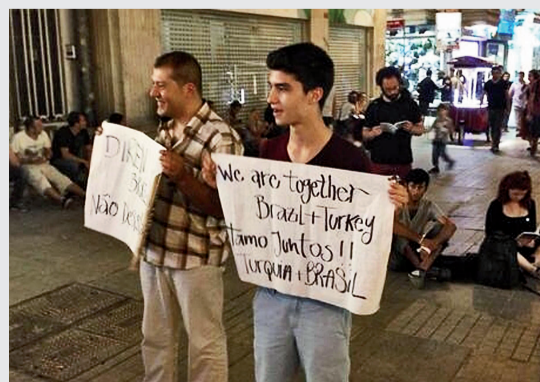
D (Rouen), 150 €

Total : 1350 €

À lire également sur fr.internationalism.org

La version complète de notre article sur le mouvement social au Brésil

Le stalinisme exhale encore sa fétide odeur contre-révolutionnaire !



RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

COURRIER DE LECTEUR

Le marxisme selon Isaac Johsua

Nous publions ci-dessous le compte rendu critique d'une conférence-débat rédigé par un camarade proche du CCI qui dénonce les positions développées par Isaac Johsua, "économiste marxiste" d'ATTAC. Nous tenons à vivement saluer l'initiative et le long travail du camarade qui contribue ainsi à lever le voile sur la véritable nature de l'altermondialisme.

LE 10 AVRIL dernier, l'Université populaire de Toulouse (UPT) a organisé une conférence-débat au *Bijou*. L'invité, Isaac Johsua, venait présenter son dernier livre intitulé : *La révolution selon Karl Marx*. L'UPT est "un réseau d'initiatives et de débats né de l'ambition de reconstruire et de dynamiser une pensée, face aux crises sociales, écologiques, politiques et économiques qui secouent le monde"⁽¹⁾. Cette structure est largement influencée par divers courants de la gauche radicale (Parti de gauche, mouvement altermondialiste, etc.). Une trentaine de personnes étaient présentes mais peu d'individus de la jeune génération. Après l'exposé de l'auteur, la suite de la rencontre s'est réduite à un jeu de questions-réponses, I. Johsua se montrant réticent au développement d'un débat dans lequel les intervenants réagiraient aux idées contenues dans l'exposé. Certains s'y sont risqués mais sans que I. Johsua se soit montré ouvert aux remarques et au développement d'une discussion constructive. De fait, il me semble peu pertinent d'intervenir dans ce genre de rencontres. L'impossibilité d'exprimer clairement et en totalité notre opinion altère largement la richesse et la portée de notre intervention, en particulier dans le cas présent où le travail de démolition de la pensée marxiste est tellement important qu'il serait difficile de reprendre l'auteur sur toutes les idées malhonnêtes de son intervention.

Isaac Johsua est un ancien membre du PCF, un temps trotskiste, il fait désormais partie du comité scientifique d'Attac⁽²⁾. Dans son exposé, il fait l'hypothèse que "des failles dans le dispositif théorique du marxisme" ont joué

1) Citation tirée du site du Parti de Gauche en Haute-Garonne.
2) Voir la page Wikipédia qui lui est consacrée.

un rôle dans l'échec du mouvement ouvrier et dans la trajectoire qu'ont pris les "pays socialistes" au cours du XX^e siècle. Selon lui, les fondateurs du marxisme (Marx et Engels) auraient élaboré une théorie révolutionnaire qui s'est avérée soit incomplète, soit incorrecte dans les différentes périodes révolutionnaires. Autrement dit, si Octobre 1917 a débouché sur le stalinisme, c'est que le vers était bien incrusté dans le fruit de la théorie marxiste. Pour I. Johsua, la faille essentielle de la théorie marxiste réside dans "l'escamotage de la politique". Autrement dit, Marx et Engels n'auraient jamais pris en compte la dimension politique de la révolution. Cet escamotage est perceptible dans trois thèmes essentiels de l'œuvre des fondateurs du marxisme : le moteur de l'histoire, l'agent de la révolution et le socialisme. Nous proposons de faire la critique des idées émises par l'auteur sur les trois points en question à partir de son exposé et non pas de son livre (que nous n'avons pas lu).

Le moteur de l'histoire

Pour I. Johsua, Marx a donné au développement des forces productives et à la lutte de classe une dimension automatique et inéluctable : l'abolition des classes sociales et de la propriété privée, la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie seraient, dans la pensée marxiste, des phénomènes inéluctables qui adviendraient forcément. Cette interprétation permet à I. Johsua d'affirmer que Marx et Engels ne prennent pas en compte d'autres champs des possibles. Ainsi, ces derniers resteraient aveugles à tout projet politique pour construire la société communiste. Selon I. Johsua, la pensée marxiste reste muette sur les contours de la société communiste (*quid* de l'organisation future des travailleurs, des droits démocratiques, de "l'Etat allégé"). Ainsi, pour I. Johsua,

Marx et Engels définissent le communisme comme un messianisme. Selon les lois de la dialectique du matérialisme historique, l'avènement d'une société communiste serait inévitable, rien ne pourrait l'empêcher. Or, les deux hommes ne se sont jamais montrés aussi passifs et naïfs qu'I. Johsua veut bien l'admettre. D'une part, Marx et Engels ont participé à la structuration politique de la classe ouvrière (Ligue des Justes, Ligue des communistes, Première Internationale). D'autre part, le *Manifeste du Parti communiste* expose un programme et un projet politique de transformation du monde. I. Johsua semble ignorer tout ceci. Marx et Engels ont toujours pris en compte l'hypothèse selon laquelle le communisme ne pourrait jamais advenir : "les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr. C'est sur ce fait matériel palpable qui, avec une nécessité irrésistible, s'impose sous une forme plus ou moins claire aux cerveaux des prolétaires exploités, c'est sur ce fait, et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de victoire du socialisme moderne"⁽³⁾. Preuve en est que le marxisme a intégré dès le début ces deux possibilités. Rosa Luxemburg réactualisera en 1915 ce dilemme sous l'expression de "socialisme ou barbarie". Pour les révolutionnaires, envisager ces deux possibilités va au-delà d'un simple constat. Comme l'indiquaient Engels et Rosa, c'est sur "ce fait" que doit se construire la volonté politique de détruire le capitalisme et bâtir la société communiste.

3) F. Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Editions sociales, 1963, p. 189.

L'agent de la révolution

Isaac Johsua remet en cause la capacité du prolétariat à faire la révolution. La conscience du prolétariat est un manque cruel à l'entreprise révolutionnaire. L'une des causes se trouve chez Marx qui n'aurait rien fait pour éveiller la conscience de classe par un travail politique. Ce dernier pensant que la prise de conscience politique intervient seulement par l'action.

Par la suite, I. Johsua met en évidence ce qu'il pense être une contradiction fondamentale de la révolution prolétarienne chez Marx et Engels. A l'inverse de la prise du pouvoir de la bourgeoisie sur l'aristocratie, fruit d'une longue maturation, la victoire du prolétariat serait un événement immédiat. Au temps long de la révolution bourgeoise répondrait le temps court de la révolution prolétarienne. I. Johsua conclut ainsi : "D'une part la révolution bourgeoise est prise comme modèle ; d'autre part elle est rejetée". Autrement dit, la bourgeoisie aurait prouvé sa capacité à transformer le monde à son image bien avant sa victoire finale sur la féodalité, grâce à son projet politique. Le prolétariat ne peut en faire autant d'après l'auteur, ce qui prouverait sa faiblesse politique. I. Johsua renforce son argumentaire par une citation de Marx : "la prise du pouvoir politique du prolétariat est un préalable à tous les bouleversements sociaux".

Moins qu'un contresens de Marx, cette différence révèle une incompréhension totale des différences fondamentales entre les caractéristiques de la révolution bourgeoise et celle de la révolution prolétarienne dans les analyses de Johsua. Toute révolution, qu'elle soit bourgeoise ou prolétarienne, résulte d'une lente maturation de la lutte de classe. La révolution ne peut advenir qu'à partir du moment où la classe révolutionnaire est suffisamment forte pour la réaliser. Voici plus de deux siècles que le capitalisme a secrété la classe ouvrière. Durant tout ce temps, cette dernière s'est renforcée sur un certain nombre de plans (politique, conscience de classe, quantitatif, etc.). La révolution prolétarienne sera

la consécration de cette longue histoire de consolidation de la classe ouvrière. Certes, la révolution marque une rupture mais les motifs qui y concourent ne tombent pas comme un cheveu sur la soupe. Bien au contraire, ils incarnent la longue expérience du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie. La mémoire des révolutions bourgeoises dans l'entreprise révolutionnaire de la classe ouvrière était imposée par les conditions historiques de la lutte de classe. L'expérience et la conscience du prolétariat et des révolutionnaires jusqu'en 1917 était insuffisante pour ne pas utiliser les révolutions bourgeoises comme des références. Aujourd'hui, le prolétariat peut se passer de ces exemples compte tenu du bilan qu'ont su tirer les révolutionnaires de l'histoire des luttes prolétariennes.

Isaac Johsua invente cette contradiction dans un but précis : mettre en doute la capacité du prolétariat à réaliser la révolution. Comparé à la bourgeoisie, le prolétariat n'a jamais prouvé sa capacité à transformer la société. Mais l'auteur ne va pas plus loin et omet de signaler l'élément qui distingue ces deux classes dans leur entreprise révolutionnaire. Dans la société féodale, il fut possible à la bourgeoisie de se développer, de se renforcer, d'accéder au pouvoir parallèlement à l'aristocratie. Sa nature de classe exploitée le lui permettait. En revanche, la classe ouvrière, en tant que classe exploitée, ne peut pas prendre le pouvoir au sein du système capitaliste. Son rôle historique est d'abolir les classes sociales, pas de les maintenir. Ainsi, la révolution est un préalable à toute domination politique du prolétariat. Mais là encore, la transformation sociale ne s'effectuera pas du jour au lendemain. Le prolétariat devra se mettre à pied d'œuvre pour mener un mouvement qui "passera dans la réalité par un très long et très dur processus"⁽⁴⁾.

De même, il n'est pas besoin de creuser bien loin dans l'histoire du mouvement ouvrier pour constater que le pro-

4) K. Marx, *Manuscrits de 1844*.
(suite page 6)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.